



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### Service de Formation permis poids lourds (4 lots)

---

N° du CCAP : 2026R001\_a\_2026R004

**Etablissement support du GHT Alpes Dauphiné :**

Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes  
CS 10217  
38043 GRENOBLE CEDEX 09

**Etablissements du GHT Alpes Dauphiné concernés par le présent contrat :**

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint-Geoire-en-Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

## SOMMAIRE

Préambule .....	4
1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Forme du contrat.....	4
1.3 - Décomposition du contrat.....	5
1.4 - Conditions d'émission des bons de commande .....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	5
1.6 - Sous-traitance.....	6
1.7 - Pièces contractuelles .....	6
2 - Durée et délais d'exécution.....	7
2.1 - Durée initiale .....	7
2.2 - Reconduction.....	7
2.3 - Reconduction anticipée.....	7
2.4 - Délai d'exécution .....	7
3 - Prix .....	8
3.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
3.2 - Modalités de variation des prix .....	8
3.3 - Clause de sauvegarde .....	9
4 - Garanties Financières .....	10
5 - Avance .....	11
5.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	11
5.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
6 - Modalités de règlement des comptes.....	11
6.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	11
6.2 - Présentation des demandes de paiement .....	11
6.3 - Facturation électronique.....	12
6.4 - Délai global de paiement.....	13
6.5 - Paiement des cotraitants .....	13
6.6 - Paiement des sous-traitants.....	14
7 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
7.1 - Conformité .....	14
7.2 - Obligations de réserve.....	15
7.3 - Protection des données personnelles .....	15
7.4 - Personnel de l'opérateur économique titulaire .....	16
7.5 - Responsable chargé de représenter l'opérateur économique titulaire.....	17
7.6 - Réglementation et comportement .....	17
7.7 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	17
7.8 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	18
8 - Constatation de l'exécution des prestations.....	19
9 - Pénalités .....	19
9.1 - Pénalités de retard .....	19
9.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	19
9.3 - Retard de présentation d'un sous-traitant.....	19
9.4 - Défaillance de l'opérateur économique titulaire .....	20
10 - Assurances .....	20
11 - Résiliation du contrat .....	20
11.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	20
11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
12 - Règlement des litiges et langues .....	21
13 - Développement durable.....	22

14 – Traitement des données à caractère personnel..... 24

15 - Dérogations ..... 24

## Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) ont été créés par l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé et le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes Dauphiné a été officialisé par la signature de sa convention constitutive le 1er juillet 2016. A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

Ainsi, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHUGA assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part du contrat qui les concerne, l'exécution du contrat (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du Code de la Commande Publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné, soit à l'établissement membre du GHT Alpes Dauphiné concerné par le contrat pour chacune des missions qui les concernent.

NOTA : Depuis le 1er janvier 2020, le CHU Grenoble Alpes et le CH de Voiron ont fusionné. A compter de cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité, l'Hôpital de Voiron étant devenu un site du CHUGA Grenoble-Alpes.

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des formations permis poids lourds (4 lots).

Lieu d'exécution : dans les locaux du prestataire, de préférence dans l'agglomération grenobloise.

### 1.2 - Forme du contrat

Cette consultation est passée en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à 6, relatifs aux accords-cadres et R 2162-13 et 14, relatifs aux bons de commande, du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Il est sans minimum, avec montant maximum annuel par lot (25 000 € HT / an pour le lot 1, 6 500 € HT / an pour le lot 2, 6 700 € HT / an pour le lot 3 et 1 750 € HT / an pour le lot 4). Ces montants sont valables pour la période initiale comme pour les éventuelles périodes de reconduction (cf tableau ci-dessous).

N° du lot et intitulé	1ère ANNEE		2e ANNEE		3e ANNEE		4e ANNEE	
	mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi
1 PERMIS C1 + C1 E	0	25 000	0	25 000	0	25 000	0	25 000
2 PERMIS C + FIMO	0	6 500	0	6 500	0	6 500	0	6 500

<b>3 PERMIS FCO</b>	0	6 700	0	6 700	0	6 700	0	6 700
<b>4 ECO CONDUITE</b>	0	1 750	0	1 750	0	1 750	0	1 750

### 1.3 - Décomposition du contrat

L'accord-cadre est composé de trois lots, qui sont détaillées ci-dessous :

N° lot	Intitulé lot	Montant maximum annuel en € HT
<b>1</b>	Permis C1 et C1E (ambulanciers) + examen code	25 000
<b>2</b>	Permis C (marchandises) + FIMO + examen code	6 500
<b>3</b>	FCO conducteurs poids lourds	6 700
<b>4</b>	Eco conduite	1 750

Chaque lot est attribué à un seul opérateur économique.

### 1.4 - Conditions d'émission des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Par conséquent, un bon de commande émis en fin d'accord-cadre pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du contrat. Pour les abonnements et les licences, le bon de commande sera annuel. Quant aux prestations ponctuelles, elles seront commandées au fur et à mesure des besoins

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande et sa date ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ou réalisées ;
- le délais d'exécution ;
- les lieux d'exécution ou de livraison ;
- le montant du bon de commande ;

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, seul les bons de commande signés, de manière dématérialisée ou par écrit, par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Par application des articles 3.7.2 et 3.7.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire est tenu de se conformer aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

### 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du contrat, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou des contrats ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées à l'issue du présent contrat et ce, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux contrats pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du contrat. En tout état de cause, il ne pourra pas être commandé plus d'une formation du lot concerné dans le cadre de ce nouveau contrat.

## 1.6 - Sous-traitance

L'opérateur économique titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de désignation de sous-traitants en cours d'exécution du marché public, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur se fait dans les conditions décrites aux articles R 2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique.

Les conditions d'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place de l'opérateur économique titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

La sous-traitance ne peut être que partielle. **Toute sous-traitance non-déclarée et non-agrée par le pouvoir adjudicateur constitue l'une des causes de résiliation de plein droit.**

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R 2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances,
- Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer.

Conformément à l'arrêté n°ECOM2235715A du 22/12/2022, il devra être renseigné dans les déclarations de sous-traitance faites, la durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois.

## 1.7 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pièces contractuelles de l'accord-cadre à bons de commande et leur dénomination sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - o Annexe 1 "guide du sous-traitant RGPD",
  - o Annexe 2 "livraison + repart actions » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le cas échéant, les réponses aux questions lors de la consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) ;
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.
- Les dispositions du mémoire technique de l'opérateur économique titulaire qui ne contredisent pas les dispositions des pièces de l'accord-cadre à bons de commande, ainsi que les profils des personnes assignées à l'exécution de la prestation ;
- Les dispositions du cadre de mémoire technique et/ou du mémoire technique du titulaire qui n'entraînent pas de contradiction avec les pièces du contrat.
- La grille de développement durable remise par le titulaire dans son offre.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se verrait directement appliquée au présent contrat dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

**Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.**

Il appartient au titulaire de signaler avant la signature de l'accord-cadre les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du contrat pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

**Les pièces constitutives de l'accord-cadre conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.**

## 2 - Durée et délais d'exécution

### 2.1 - Durée initiale

Le contrat est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter du 1er janvier 2026. Toutefois, si la date de notification du contrat est postérieure au 1er janvier 2026, la période initiale sera conclue à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2026.

### 2.2 - Reconduction

Le contrat peut être reconduit tacitement 3 fois, par périodes successives de 12 mois. Ainsi la durée maximale du contrat, toutes reconductions effectuées, ne pourra excéder 48 mois (soit le 31/12/2029).

La reconduction est considérée comme acceptée par le pouvoir adjudicateur si aucune décision écrite contraire n'est prise au moins 2 mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du contrat.

Il est précisé que chacun des lots pris individuellement peut être reconduit ou non.

### 2.3 - Reconduction anticipée

En cas de reconduction anticipée, l'accord-cadre peut être reconduit à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint (date du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum).

L'établissement support doit informer au plus tôt l'opérateur économique titulaire de l'éventuelle survenance de la reconduction anticipée due à l'atteinte du montant maximum.

### 2.4 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre à bons de commande.

Conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation dans les délais convenus, l'opérateur économique titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur ou son représentant au plus tôt, et au plus tard 15 jours ouvrés avant la date d'exécution prévue et lui soumettre une prolongation des délais.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs du pouvoir adjudicateur, ce délai est accepté.

En cas contraire, si les impératifs du pouvoir adjudicateur ne lui permettent pas d'attendre, il est en mesure d'appliquer notamment la clause d'exécution par défaut.

### 3 – Prix

#### 3.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application du bordereau des prix unitaires (BPU) et des stipulations de l'acte d'engagement (AE).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de formation, à l'hébergement et à la restauration, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également le respect des données personnelles conformément au Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande en quantité ou en valeur ne peut être facturé.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraire

#### 3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (date fixée au règlement de la consultation) (juin 2025) ; ce mois est appelé « mois zéro » par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS. En cas de mise en œuvre de la négociation, la date à prendre en compte est le mois de remise des offres négociées, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS.

##### **Les prix sont fermes pour la période initiale d'exécution de la prestation.**

Les prix sont ajustables pour les éventuelles périodes de reconduction à l'échéance annuelle suivante entre les parties contractantes, sur la base de l'évolution du tarif de base de l'opérateur économique titulaire, dans les conditions précisées ci-dessous.

Pour les éventuelles périodes de reconduction, l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 4 mois avant la date de commencement de la période de reconduction prévue.

L'envoi se fait spontanément, sans que le pouvoir adjudicateur sollicite l'opérateur économique titulaire.

##### **La transmission des nouveaux tarifs est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse suivante : CHU Grenoble Alpes - Formation Continue - CS 10217 - 38043 Grenoble cedex 9.**

Important : à défaut de proposition d'évolution dans le délai imparti, les prix en cours continuent à être appliqués pour toute la nouvelle période de reconduction.



Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur, et à la date de démarrage de la nouvelle période de reconduction. Ces prix sont fixes pour toute la durée de la reconduction.

Tant que les nouveaux tarifs n'ont pas été acceptés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, les tarifs précédents s'appliquent.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

***La justification de la revalorisation détaillée des prix est à la charge de l'opérateur économique titulaire.***

### 3.3 - Clause de sauvegarde

Clause limitative dite "de sauvegarde" : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non-exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 1.0 % par an.

#### 4.3.1 – Circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent lorsque l'augmentation est supérieure à la clause de sauvegarde de l'article 4.3, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations. A cette fin, le titulaire doit :
  - Fournir les factures fournisseurs justifiant les prix d'achat des fournitures au moment de la passation du contrat et pendant l'évènement imprévisible (facture carburant, électricité, gaz, ...)
  - Apportant les documents comptables justifiant que cet évènement a provoqué des charges extracontractuelles qui ont atteint un quinzième du montant initial HT du marché ou de la tranche. Le titulaire doit justifier, d'une part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses sommes déboursées au cours de l'exécution du marché.
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du contrat.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne peuvent pas faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 6 ci-après ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

#### 4.3.2 - Ajout d'un établissement membre du GHT en cours d'exécution

En cours d'exécution du contrat, pourront être ajoutés par voie d'avenant, des équipements nouveaux des établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné listés ci-dessus en page de garde du présent CCAP.

Avec ces nouveaux besoins, le montant total de l'accord-cadre ne pourra pas être dépassé.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 1 mois avant le début d'exécution souhaité.

La mise en œuvre de cette possibilité fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment :

- Les quantités estimatives de l'établissement pour la durée restante du marché ;
- La répartition du montant maximum par établissement ;
- Les modalités d'exécution et de facturation ;
- La date d'entrée de l'établissement concerné dans le contrat.

#### *4.3.3- Ajout d'une école ou institut de formation*

En cours d'exécution du contrat, si une école ou un institut de formation du CHU Grenoble-Alpes non concerné par le présent marché exprime un besoin en matière de prestations de formation poids lourd, il pourra être ajouté par avenant. Cet avenant fixera le prix des prestations.

#### *4.3.4 - Modification de la clause de variation des prix*

La clause de variation des prix pourra être modifiée soit cas de survenance d'événements pouvant altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du contrat, soit en cas de disparition d'un indice en cours d'exécution du contrat. Dans ce dernier cas, l'indice de substitution sera celui préconisé par l'INSEE ou, si aucun indice de substitution n'est conseillé, l'indice sera celui issu d'une négociation entre les parties. Cette modification sera formalisée par le biais d'un avenant.

#### *4.3.5- Changement affectant le titulaire*

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter (article 2 de l'acte d'engagement) ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Ses coordonnées bancaires ;
- Toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché public.

Et lui fait parvenir, le cas échéant, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et se font sans modification des conditions de l'accord-cadre.

#### *4.3.6 – Prestations nouvelles*

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur exprime le besoin de prestations nouvelles en cours d'exécution, elles peuvent être ajoutées à l'accord-cadre par simple acte spécial (bordereau des prix unitaires supplémentaire) signé des deux parties et de ce fait, sont intégrés à l'accord-cadre. Les prestations ainsi incluses sont de même nature et respectent l'objet du contrat.

## **4 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

## 5 - Avance

### 5.1 – Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant de la commande.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### 5.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 6 - Modalités de règlement des comptes

### 6.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

### 6.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. La facturation des licences est annuelle à terme à échoir.

Les demandes de paiement ne pourront pas parvenir avant l'exécution de la prestation ou du service (service fait). Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront notamment porter les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;

- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

### 6.3 - Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée Chorus Pro. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :

<https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/commentouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

**Les informations ci-dessous sont à utiliser pour la facturation électronique :**

- **CHU Grenoble Alpes**

***-SIRET : 263 800 302 00014***

***-Code service : FORMATION\_CONTINUE***

- **Centre Hospitalier Alpes-Isère**

***SIRET : 263 800 211 00017***

- **Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure**

**SIRET : 263 800 153 00011**

- Centre Hospitalier de Rives

**SIRET : 263 800 187 00019**

- Centre Hospitalier Gériatrique de Saint-Geoire-en-Valdaine

**SIRET : 263 800 229 00019**

- Centre Hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont

**SIRET : 263 800 252 00011**

- Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins

**SIRET : 263 800 310 00017**

- Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

**SIRET : 263 800 278 00016**

#### 6.4 - Délai global de paiement

Conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la Commande Publique, les sommes dues au(x) titulaire(s) sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, l'opérateur économique titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

**Remarque : par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées à l'opérateur économique titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO, elles sont accompagnées du motif du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). L'opérateur économique doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.**

#### 6.5 - Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant aux groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

## 6.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'opérateur économique titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès de l'opérateur économique titulaire contre récépissé. L'opérateur économique titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que l'opérateur économique titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai à l'opérateur économique titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, de l'opérateur économique titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, l'opérateur économique titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe l'opérateur économique titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si l'opérateur économique titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

<b>Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.</b>
---

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

Le non-respect de cette disposition entraînera la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP et pourra entraîner la résiliation pour faute du titulaire avec une possible exécution aux frais et risques du titulaire.

## 7 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### 7.1 - Conformité

L'opérateur économique s'engage à respecter les dispositions du CCTP et :

- Assumer sous sa responsabilité exclusive la discipline, le respect des consignes, la bonne tenue de son personnel,
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel,
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre à bons de commande, soit parfaitement remplie,
- Se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,

- Faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des usagers, ni aucun désordre,
- Répondre d'une manière réactive et professionnelle (argumentation factuelle, objective et documentée) à tout dysfonctionnement signalé,
- Participer aux revues de marché (périodicité convenue lors de l'exécution) dans une approche d'amélioration continue.
- Assurer l'accessibilité du site internet en cas de e-learning.

## 7.2 - Obligations de réserve

Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité pour toute information qui lui est communiquée pour la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations auxquelles il a accès dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du pouvoir adjudicateur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

En outre, le titulaire est tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité du pouvoir adjudicateur, qui lui sont communiqués d'une manière directe ou indirecte. L'opérateur économique titulaire assure donc la protection de toute information et tout document qui lui ont été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

## 7.3 – Protection des données personnelles

En cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD). A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés. Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;

- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse [protection-donnees@chu-grenoble.fr](mailto:protection-donnees@chu-grenoble.fr), dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

#### 7.4 - Personnel de l'opérateur économique titulaire

Le personnel intervenant dans les locaux du pouvoir adjudicateur est nommément désigné par l'opérateur économique titulaire en vue de l'exécution de l'accord-cadre. Il doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette obligation peut être reconduite en dehors du site.

L'opérateur économique titulaire s'engage à informer les personnels intervenant au sein du pouvoir adjudicateur qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel de l'opérateur économique titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.



Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

## 7.5 - Responsable chargé de représenter l'opérateur économique titulaire

La bonne exécution des prestations suppose que l'opérateur économique titulaire affecte à l'accord-cadre **un seul responsable** chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur.

Le changement du responsable devra être notifié par fax, lettre ou e-mail au pouvoir adjudicateur au moins **10 jours avant son remplacement**.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplirait pas correctement ses fonctions à son égard.

A défaut de désignation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Cette résiliation **n'ouvre alors droit pour l'opérateur économique titulaire à aucune indemnité**.

## 7.6 - Réglementation et comportement

En cas de présence sur le site du pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, règlement intérieur de l'établissement, circulation et parking, etc...).

Le personnel de l'opérateur économique titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard du personnel du pouvoir adjudicateur, des usagers, des tiers...

## 7.7 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'oeuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat, puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés).

Ainsi, afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage, par la signature du présent contrat, à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – [www.hiveo.fr](http://www.hiveo.fr)) pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au CHU Grenoble Alpes établissement support du GHT Alpes-Dauphiné et HIVEO. Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

A l'attribution du contrat, le titulaire devra créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve au pouvoir adjudicateur sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent contrat.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours ouvrables à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO et / ou par le CHU Grenoble Alpes pendant toute la durée du contrat.

Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat dans les conditions prévues dans ce dernier.

Le titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

**NOTA BENE :** Si le titulaire est déjà abonné à la plateforme « Attestation Légale », son dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution « HIVEO ». Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif sur « Attestation Légale » pendant toute la durée du présent contrat.

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D. 8254-2 du Code du Travail et avant la notification du marché public, l'opérateur économique titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché public, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## 7.8 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si l'opérateur économique titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R 2193-1 à 9 du Code de la

Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de paiement visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français."

## 8 - Constatation de l'exécution des prestations

Lors de l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérifications conformément aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

L'admission ne dégage pas l'opérateur économique de sa responsabilité éventuelle.

## 9 – Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Cependant, elles sont plafonnées à 20% du montant HT de la facture sur laquelle doivent s'appliquer les pénalités. Toutefois le pouvoir adjudicateur peut décider de cumuler l'ensemble des pénalités (limitées à 20% de l'ensemble des factures) et de les facturer en fin de contrat. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

### 9.1 - Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, les stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

### 9.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Une pénalité égale à 10 % du montant de l'accord-cadre à bons de commande est applicable à l'opérateur économique titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

### 9.3 – Retard de présentation d'un sous-traitant

En cas de retard dans la transmission des documents relatifs à la sous-traitance, il est appliqué une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard, après mise en demeure du pouvoir adjudicateur non-suivie d'effet.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 9.4 – Défaillance de l'opérateur économique titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 45.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant sans résilier le contrat de ce dernier et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement aux choix de substitution ni à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 10 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, l'opérateur économique titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, l'opérateur économique titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 11 - Résiliation du contrat

### 11.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Seules les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande sont applicables. A l'exception de la suivante : en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique titulaire ne perçoit pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3, R 2142-3, R 2142-4, R 2143-4 et R 2143-16, R 2144-1 à 7 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R 2144-1 à 7 du Code de la Commande Publique, il est fait application aux torts de l'opérateur économique titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

En cas de résiliation du contrat, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire.

### 11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L2195-4 du CCP modifié par la loi n° 2020-1525 dite loi ASAP, l'acheteur ne peut procéder à la résiliation unilatérale d'un marché public au motif que le titulaire est admis à la procédure de redressement judiciaire instituée à l'article L. 631-1 du Code de Commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger si cette admission intervient avant le 10 juillet 2021 inclus.

## 12 - Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre ou relatif à l'interprétation des stipulations du contrat.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai minimum de quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation deux mois après la date d'effet de la résiliation du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du dit titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différent et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

DREETS Auvergne Rhône Alpes  
Tour Swiss Life  
1 Boulevard Vivier Merle,  
69443 Lyon Cedex 03

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre (GES).
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.

### 13 – Développement durable

Le CHU Grenoble Alpes, établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Energie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Energie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 :

#### **A l'horizon 2030 :**

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre (GES).
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

#### **A l'horizon 2050 :**

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre (GES), soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

#### **LES OBJECTIFS :**

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

Pour atteindre ces objectifs, le Plan Air Energie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

L'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre doit tenir compte de cette démarche.

## Article 15 - Zone à Faibles Emissions (ZFE) de la métropole grenobloise

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 9 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui aboutit à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poizat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

### Qui est concerné ?

Les véhicules de transports de produits sanguins et d'organes humains ne sont pas concernés par la ZFE. Néanmoins, le CHUGA apporte une attention particulière aux types de véhicules utilisés dans le présent contrat, le titulaire veillera donc dans la mesure du possible à utiliser des véhicules Crit'Air 1 ou 2.

### Calendrier :

- Depuis le 2 mai 2019, les véhicules utilitaires légers et poids lourds « non classés » et classés CQA 5 sont interdits à la circulation.
- Depuis le 1er juillet 2020, cette interdiction a été étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 4.

- Dès le 1er juillet 2022, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 3.
- Dès le 1er juillet 2025, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 2.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et à motorisation électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, les liens ci-dessous permettent d'accéder au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

<https://www.lametro.fr/831-la-zfe.htm>

## 14 – Traitement des données à caractère personnel

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont tenus au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en oeuvre aux fins de l'exécution du contrat. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résiliée pour faute (voir annexe : Guide de la CNIL).

## 15 - Dérogations

L'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG- Fournitures Courantes et services ;  
 L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;  
 L'article 4.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;  
 L'article 7.3 du présent CCAP déroge à l'article 11.6 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;  
 L'article 10.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;  
 L'article 10.5 du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;  
 L'article 12.1 du présent CCAP déroge aux articles 38 al.2 et 39.2 al.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;

Toutes les dispositions du CCAG - Fournitures Courantes et Services non-contredites par les dispositions des pièces du présent CCAP sont applicables au présent accord-cadre.